

**DLSI**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**ACCOUNTAUDIT**

18, rue de la Commanderie  
54000 Nancy  
S.A.S. au capital de € 103 500  
481 216 414 R.C.S. Nancy

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de l'Est

**ERNST & YOUNG Audit**

12, rue des Pontonniers  
CS 80004  
67081 Strasbourg cedex  
S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

**DLSI**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

A l'Assemblée Générale de la société DLSI,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DLSI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.1. Base de préparation des comptes annuels » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC n° 2022-06.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ■ Evaluation des fonds commerciaux

Votre société détient des fonds commerciaux pour un montant de € 22 584 156 inscrits à l'actif du bilan. La note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels présente les principes d'évaluation de la valeur actuelle desdits actifs et l'éventuelle nécessité de constituer des provisions au cas où cette valeur serait inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons apprécié la correcte application de la réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

En outre, nous avons revu les données prévisionnelles et les hypothèses sur lesquelles la direction s'est appuyée pour déterminer le montant de la valeur actuelle de ces actifs et nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations faites par la direction.

### ■ Evaluation des titres de participation

Votre société détient des titres de participation pour un montant de € 15 660 700 inscrits à l'actif du bilan. La note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels présente les principes d'évaluation de la valeur d'inventaire desdits actifs et l'éventuelle nécessité de constituer des provisions au cas où cette valeur serait inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons apprécié la correcte application de la réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

En outre, nous avons revu les données prévisionnelles et les hypothèses sur lesquelles la direction s'est appuyée pour déterminer le montant de la valeur actuelle de ces actifs et nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations faites par la direction.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

### ■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

### ■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nancy et Strasbourg, le 29 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

ACCOUNTAUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Signé par :  
  
48FF89C6685E4AB...

Bruno Masson

Signed by:  
  
Brigitte Barouky

Brigitte Barouky

# COMPTES SOCIAUX DE DLSI SA AU 31 DECEMBRE 2025

## A. BILAN

BILAN ACTIF EN €				
	Brut	Amort. & prov.	31/12/2025	31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)	-	-	-	-
Frais d'établissement (II)	-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais de développement	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 453 055	840 742	612 312	478 855
Fonds commercial	24 514 606	1 930 450	22 584 156	24 484 156
Autres immobilisations incorporelles	785 000	785 000	-	-
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	132 392
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	53 255	-	53 255	53 255
Constructions	1 290 933	39 443	1 251 490	1 289 986
Inst. techniques, mat. & outillage industriel	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	3 541 632	2 306 323	1 235 309	1 376 272
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières <sup>(1)</sup> :</b>				
Participations	16 780 700	1 120 000	15 660 700	15 660 700
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	20 765	-	20 765	32 841
Autres immobilisations financières	255 005	-	255 005	273 158
<b>Total de l'actif immobilisé (III)</b>	<b>48 694 954</b>	<b>7 021 959</b>	<b>41 672 995</b>	<b>43 781 619</b>
<sup>(1)</sup> Dont à moins d'un an	20 765	-	20 765	12 078
<b>Stocks et en-cours :</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production	-	-	-	-
Produits finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	12 043	-	12 043	11 506
<b>Créances <sup>(2)</sup> :</b>				
Créances clients et comptes rattachés	18 786 405	590 298	18 196 106	20 755 842
Autres créances	7 150 173	-	7 150 173	8 862 887
Charges constatées d'avance	548 609	-	548 609	352 382
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-	-
<b>Valeurs mobilières de placement :</b>				
Actions propres	-	-	-	-
Autres titres	-	-	-	-
Instruments financiers à terme et jetons détenus	6 167 451	-	6 167 451	8 136 576
Disponibilités	5 615 672	-	5 615 672	2 406 581
<b>Total de l'actif circulant (IV)</b>	<b>38 280 355</b>	<b>590 298</b>	<b>37 690 057</b>	<b>40 525 776</b>
Frais d'émission d'emprunts (V)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (VI)	-	-	-	-
Ecarts de conversion et différences d'évaluation – Actif (VII)	-	-	-	-
<b>Total de l'actif (I + II + III + IV + V + VI + VII)</b>	<b>86 975 310</b>	<b>7 612 257</b>	<b>79 363 052</b>	<b>84 307 395</b>
<sup>(2)</sup> Dont à moins d'un an	26 485 187	590 298	25 894 888	29 971 111

BILAN PASSIF EN €		
	31/12/2025	31/12/2024
Capital social ou individuel (dont versé 5 082 980)	5 082 980	5 082 980
Primes d'émission de fusion, d'apport	3 889 945	3 889 945
Ecart de réévaluation	-	-
Ecart d'équivalence	-	-
<b>Réserves :</b>		
Réserve légale	508 298	508 298
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves	41 579 853	41 131 546
Report à nouveau	-	-
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(741 157)</b>	<b>1 464 902</b>
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	237 429	183 077
<b>Total des capitaux propres (I)</b>	<b>50 557 348</b>	<b>52 260 750</b>
Provisions pour risques	225 248	213 844
Provisions pour charges	1 389 065	1 162 687
<b>Total des provisions (II)</b>	<b>1 614 313</b>	<b>1 376 532</b>
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 575 918	6 108 468
Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	1 326 815	1 223 250
Instruments financiers à terme	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 033 252	1 248 804
Dettes fiscales et sociales	19 434 914	21 082 112
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	820 489	1 007 476
Produits constatés d'avance	-	-
<b>Total des dettes <sup>(1)</sup> (III)</b>	<b>27 191 390</b>	<b>30 670 112</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation – Passif (IV)	-	-
<b>Total du passif (I + II + III + IV)</b>	<b>79 363 052</b>	<b>84 307 395</b>
<sup>(1)</sup> Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commande en cours)	<b>23 810 990</b>	<b>27 384 647</b>
<sup>(2)</sup> Dont emprunts participatifs	-	-

## B. COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE en €

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Produits d'exploitation :</b>		
Ventes de marchandises	-	-
Production vendue	96 952 014	103 338 926
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>96 952 014</b>	<b>103 338 926</b>
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions	38 500	49 485
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	167 691	3 496 652
Produits des cessions d'immobilisation incorporelles et corporelles	-	-
Autres produits	505 383	67
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>97 663 588</b>	<b>106 885 130</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>		
Achats de marchandises	-	391 564
Autres achats et charges externes <sup>(1)</sup>	6 132 865	7 297 164
Impôts, taxes et versements assimilés	2 717 901	2 893 020
Salaires	67 875 870	73 650 652
Cotisations sociales	18 334 837	18 991 715
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	461 193	256 146
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	1 900 000	-
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	39 612	130 880
Dotations aux provisions	352 198	201 117
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	-	-
Autres charges	755 493	650 498
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>98 569 969</b>	<b>104 462 756</b>
<sup>(1)</sup> Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	-	-
- Redevances de crédit-bail immobilier	-	-
<b>1. Résultat d'exploitation (I - II)</b>	<b>(906 381)</b>	<b>2 422 374</b>
<b>Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	-	-
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	-	-
<b>Produits financiers :</b>		
De participations <sup>(2)</sup>	432 148	617 707
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé <sup>(2)</sup>	-	-
Autres intérêts et produits assimilés <sup>(2)</sup>	-	-
Reprises sur dépréciations et provisions	30 875	855
Produits des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	-	-
<b>Total des produits financiers (V)</b>	<b>463 023</b>	<b>618 562</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	560 000
Intérêts et charges assimilées <sup>(3)</sup>	300 603	521 041
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-	-
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	-	-
<b>Total des charges financières (VI)</b>	<b>300 603</b>	<b>1 081 041</b>
<b>2. Résultat financier (V - VI)</b>	<b>162 421</b>	<b>(462 479)</b>
<b>3. Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)</b>	<b>(743 960)</b>	<b>1 959 896</b>
Produits exceptionnels (VII)	-	63 238
Charges exceptionnelles (VIII)	54 352	138 813
<b>4. Résultat exceptionnel (VII - VIII)</b>	<b>(54 352)</b>	<b>(75 575)</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)	-	-
Impôts sur les bénéfices (X)	(57 154)	419 418
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>98 126 611</b>	<b>107 566 930</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>98 867 769</b>	<b>106 102 027</b>
<b>Bénéfice ou perte</b>	<b>(741 157)</b>	<b>1 464 902</b>
<sup>(2)</sup> Dont produits concernant les entités liées	-	-
<sup>(3)</sup> Dont intérêts concernant les entités liées	237 113	305 588

## C. NOTES ANNEXES DES COMPTES SOCIAUX

### DLSI

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 5 082 980 euros  
Siège social : Avenue Jean Eric Bousch – Technopôle  
Forbach Sud – 57600 FORBACH  
RCS SARREGUEMINES 389 486 754

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre  
2025 établis en euros et caractérisés par les données  
suivantes :

- Total du bilan : 79 363 052€
- Total des produits du compte de résultat : 98 126 611€
- Résultat de l'exercice : -741 157€

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période  
du 1er janvier au 31 décembre 2025.

Les notes ou tableaux, dont un récapitulatif figure ci-  
après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont  
été établis en date du 31 décembre 2025 par la Direction  
Financière.

### Evènements significatifs intervenus au cours de l'exercice

Si l'environnement actuel reste difficile, DLSI S.A. va  
poursuivre la mise en place d'actions de performance  
ciblées en adaptant ses charges opérationnelles et ses  
investissements, et reste confiante dans son modèle  
économique et sa capacité à s'adapter dans un contexte  
international incertain.

L'entreprise continue de s'adapter aux défis du marché  
tout en investissant dans sa stratégie de croissance  
organique et dans son plan de transformation digitale afin  
de maintenir sa position d'acteur de référence sur le  
marché de l'intérim.

L'exercice écoulé a été marqué par une demande  
vigoureuse contrariée chez certains clients en France par  
des difficultés d'approvisionnement en matières  
premières et impactée pour DLSI par des manques de  
disponibilités de personnels intérimaires et permanents  
dans les agences régionales. Cette baisse de la demande  
et ces difficultés de recrutement combinées à une baisse  
durable de l'activité sur ces dernières années ont  
notamment conduit à une dépréciation du fonds de  
commerce (voir note 1.3).

### Entrée de DLSI S.A. dans le périmètre de consolidation de la société UNTITLED 57

Dans le cadre d'une opération de reclassement de sa  
participation, Monsieur Thierry DOUDOT a apporté  
l'intégralité des actions qu'il détient directement et  
indirectement, via Ray International, au capital de DLSI  
S.A., soit au total 1 649 120 actions représentant 64,89%  
du capital et 74,64% des droits de vote.

Comme indiqué à l'Autorité des marchés financiers lors  
de la demande de dérogation, cet apport s'analyse  
comme un reclassement d'actions au sein d'un même  
groupe. Cette opération a fait l'objet d'une dérogation  
accordée par l'Autorité des marchés financiers en date du  
16 décembre 2024 et reproduite dans D&I 224C2707.

### Cyberattaque sur les filiales PRESTIM et ML Intérim

Une cyberattaque a touché deux filiales du Groupe  
(PRESTIM et ML Intérim) en octobre 2025, nécessitant  
une remédiation rapide.

Le Groupe a pu récupérer l'ensemble de ses données  
sans altération et a directement communiqué avec les  
autorités locales ainsi qu'avec la CNIL en accord avec  
les obligations légales qui lui incombent. Un  
renforcement des dispositifs de cybersécurité a été mis  
en place ainsi qu'une politique de sensibilisation accrue  
des équipes aux risques numériques afin de prévenir  
la survenance d'évènements similaires.

### Contrôle fiscal

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2021, 2022  
et 2023 a été mené au niveau de la Société au cours  
de l'exercice. Le contrôle est clôturé et n'a fait  
apparaître aucune anomalie significative.

### Agissement frauduleux chez PEMSA - SUISSE

Une fraude a été identifiée au sein de notre succursale  
PEMSA (Suisse) impliquant l'ensemble des membres  
de l'équipe d'une agence spécifique.

Cette fraude se matérialise par des détournements de  
fonds via l'altération de données. Une plainte a été  
immédiatement déposée et une enquête est  
actuellement en cours. En parallèle, des mesures  
d'urgence ont été mises en place pour prévenir la  
répétition de ce type de fraude via le renforcement de  
contrôles et processus internes ainsi que la  
sécurisation des données bancaires.

Les principaux impacts ont été identifiés et  
comptabilisés dans les comptes de PEMSA au titre de  
l'exercice 2024 (-317 K€ d'impact sur le chiffre  
d'affaires, -270 K€ d'impact sur le résultat opérationnel  
groupe et -239 K€ d'impact sur le résultat net du  
groupe) au niveau local et au niveau du groupe. Les  
impacts financiers de cet évènement comptabilisés sur  
l'exercice 2025 sont non significatifs au niveau du  
groupe.

### Transition climatique

Face à l'urgence climatique marquée par la pollution et  
la disparition progressive d'espèces et de ressources,  
aux évolutions réglementaires en matière  
d'environnement qui concernent de plus en plus de  
sociétés, au changement du regard des  
consommateurs, aux engagements éthiques et éco-  
responsables de plus en plus nombreux de la part des  
différents acteurs du marché, la société a engagé une  
démarche volontaire en matière de RSE  
(Responsabilité Sociale des Entreprises).

Depuis plusieurs années, la société communique sur  
son site internet sur les principaux engagements et  
actions qu'elle met en place.

Ces actions concernent entres autres :

- Mise en place d'une politique RSE ;
- Soutien de plusieurs causes environnementales ;
- Mise en place d'une politique d'achats  
responsables.

Ces différentes actions sont reprises dans les hypothèses retenues dans l'élaboration du budget de la Société et de ce fait sont incluses dans la réalisation des tests de dépréciation. A la clôture 2025, la Société n'identifie pas de risques climatiques susceptibles d'impacter significativement la valeur comptable de ses actifs.

## 1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1.1. Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC n°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2022-06, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation.

Les principales incidences portent sur la présentation des états financiers, incluant la redéfinition du résultat exceptionnel ainsi que la suppression des transferts de charges.

Ces modifications, appliquées de manière prospective, n'ont pas d'impact significatif sur le résultat de l'exercice. Les principaux changements de présentation opérés entre le 31 décembre 2025 et les comptes sociaux clos au 31 décembre 2024 sont les suivants :

- Les comptes de charges et produits exceptionnels par nature ont été supprimés. En outre, les opérations de cession des immobilisations réalisées en 2025 se réfèrent à des opérations courantes et ont à ce titre été comptabilisées en résultat d'exploitation.

- Les transferts de charges ont été supprimés par le nouveau règlement ANC n°2022-06. Ces modifications appliquées de manière prospective ont entraîné une présentation différente des éléments suivants :

- o Les refacturations de frais par DLSI à ses filiales anciennement comptabilisées en transfert de charges, sont désormais comptabilisées en ligne "production vendue de services", pour un montant de 1 187 177€ au titre de 2025 et figurent sur la ligne "Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges" pour 1 023 390€ dans le comparatif 31/12/2024.
- o Les remboursements de formations, anciennement comptabilisés en transfert de charges, sont désormais comptabilisés en diminution des comptes d'autres achats et charges externes, pour un montant 1 068 517€ sur 2025 et figurent sur la ligne "Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges" pour 1 336 434€ dans le comparatif 31/12/2024
- o Les remboursements d'assurances anciennement comptabilisés en transfert de charges, sont comptabilisés en autres produits, pour un montant 455 694 € sur 2025 et figurent sur la ligne "reprises sur amortissements et dépréciations et provisions" pour 366 057€ dans le comparatif 31/12/2024.

- o Les remboursements liés aux salaires et cotisations sociales anciennement comptabilisés en transfert de charges, sont désormais comptabilisés en diminution des charges de personnel, pour un montant de 531 056€ sur 2025 et figurent sur la ligne "Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges" pour 470 474€ dans le comparatif 31/12/2024.

Depuis le 1er janvier 2025, les comptes de charges et produits exceptionnels contiennent uniquement :

- Les éléments directement liés à un événement majeur et inhabituel ;
- Les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables. Il en est ainsi de la constitution ou la reprise de provisions réglementées, y compris les amortissements dérogatoires comptabilisés pour des raisons fiscales et définis à l'article 214-8 ;
- Les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ;
- Les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.

Les autres postes du bilan et du compte de résultat ne présentent pas des changements significatifs.

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31/12/2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Dans la colonne comparative :

- Les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;
- La ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- Les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Par ailleurs, les comptes tels qu'établis au 31 décembre 2024 sont rappelés au paragraphe « Comptes 2024 arrêtés et publiés » (note 19).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes annuels ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

## 1.2. Changement de règles et méthodes comptables

Aucun changement dans les règles et méthodes comptables n'a été effectué au cours de l'exercice clôturant au 31 décembre 2025 à l'exception de l'application du règlement ANC n°2022-06, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 comme mentionné en note 1.1.

## 1.3. Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux ne génèrent pas d'entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou groupes d'actifs de l'entité. Il n'est donc pas possible de déterminer la valeur actuelle d'un fonds commercial pris isolément.

Pour cette raison, il convient de déterminer la valeur actuelle du groupe d'actifs auquel il appartient.

Les fonds commerciaux sont alors affectés à un groupe d'actifs en retenant le niveau pertinent de l'entité auquel le fonds commercial est géré et ses performances suivies.

Les fonds de commerce ayant une durée de vie illimitée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture au travers d'un test de dépréciation réalisé au niveau du groupe d'actifs.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable du groupe d'actifs est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité du groupe d'actifs est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par le groupe d'actifs. Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- Le prévisionnel 2026, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction ;
- Le résultat du groupe d'actifs sur les années passées pour estimer le pourcentage de rendement à venir ;
- Une actualisation de 11,1% et une progression du chiffre d'affaires estimée pour les années suivant l'année de référence. Au-delà de 2028, la société a appliqué en moyenne un taux de croissance à l'infini de 1,5% aux projections de flux de trésorerie.

Les tests de dépréciation réalisés à fin 2025 intègrent une hypothèse d'augmentation de l'activité globale en 2026 de l'ordre de 12,1%.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un groupe d'actifs est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable du fonds de commerce, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs du groupe au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans le groupe.

Une dépréciation constatée sur un fonds de commerce est définitive et ne peut être reprise.

Sur la base des tests de dépréciation ainsi que des tests de sensibilité effectués à fin 2025, une dépréciation pour un montant de 1,9 M€ a été reconnue.

Les tests de dépréciation reposent principalement sur des hypothèses de chiffre d'affaires, de rendement et de taux d'actualisation issues du plan de la Direction. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin d'apprécier l'impact d'une variation raisonnablement possible de ces hypothèses clés :

- Une baisse de 20 points du chiffre d'affaires sur les projections 2026 n'entraînerait pas de dépréciation complémentaire ;
- Une augmentation du taux d'actualisation de 0,5 points ne conduirait pas à la constatation d'une dépréciation complémentaire ;
- Une diminution du taux du résultat courant avant impôts de 0,5 points constituerait un indice de dépréciation de 2,1 M€.

## 1.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes :

Agencements et aménagements.....	10 % à 20 %
Installations techniques.....	10 %
Matériel et outillage industriels.....	20 %
Matériel de transport.....	25 %
Mobilier et matériel de bureau.....	20 % à 50 %

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, cette dernière représentant la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation, diminuée des coûts de sortie.

## 1.5. Titres de participation et créances rattachées

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable, ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...).

Les frais d'acquisition des titres de participations sont fiscalement incorporés au prix de revient des titres et amortis sur 5 ans au titre des amortissements dérogatoires. Les frais sont comptablement incorporés au coût d'entrée des titres.

À toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation, cotées ou non, sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Cette valeur d'utilité est estimée à partir d'éléments de rentabilité et de flux prévisionnels de trésorerie.

Lorsque les titres de participation et les créances rattachées ont une valeur actuelle inférieure à leur valeur comptable, les titres de participation sont dépréciés avant de procéder à la dépréciation des créances rattachées (sauf si une situation particulière justifie un ordre de dépréciation différent).

#### 1.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement (VMP) sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

#### 1.7. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

#### 1.8. Créances clients et comptes rattachés et dettes

Les créances clients ainsi que les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles sont classées, en bas de bilan et dans l'état des échéanciers selon la durée restant à courir, à la date de clôture du bilan, jusqu'à leur échéance en distinguant les créances à un an au plus et à plus d'un an et les dettes à un an au plus, à plus d'un an et cinq ans au plus et à plus de cinq ans.

Une dépréciation sur les créances clients est pratiquée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Les procédures de faillite engagées après la clôture par les clients de la société sont prises en compte dans l'évaluation des créances à la clôture lorsque, après une analyse au cas par cas, il est possible de démontrer qu'elles pouvaient être raisonnablement attendues à la clôture. Elles sont toujours prises en compte lorsque le client concerné était classé en clients douteux à la clôture.

Pour les opérations de mobilisation de créances, la société, considérant qu'il s'agit d'un seul et même compte de trésorerie, comptabilise globalement ces opérations.

#### 1.9. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées par des provisions pour risques et charges notamment prudhommales ainsi que la provision liée à l'indemnité de départ à la retraite (IDR). Ces provisions sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Pour le calcul de l'IDR, il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté au jour de la clôture.

Le calcul est réalisé individuellement pour chaque salarié.

Ce calcul tient compte de différents paramètres financiers tous détaillés en note 8.

#### 1.10. Résultat exceptionnel

Les produits et charges sont classés en résultat exceptionnel lorsqu'ils se rattachent à un événement majeur et inhabituel.

Un événement est considéré comme majeur lorsqu'il est susceptible d'influencer le jugement des utilisateurs des comptes, et inhabituel lorsqu'il ne relève pas de l'activité normale et courante de l'entité.

Conformément aux dispositions du Plan Comptable Général, certains éléments, notamment d'origine purement fiscale, ainsi que ceux relatifs à des corrections d'erreurs ou à des changements de méthodes comptables, peuvent être comptabilisés en résultat exceptionnel lorsqu'ils présentent ces caractéristiques.

#### 1.11. Opérations en devises

Si de telles opérations ont eu lieu, les charges et produits sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date d'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

## 2. ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

Les valeurs brutes des immobilisations et les variations sur l'exercice sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En €	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles	26 591 760	443 835	282 933	26 752 662
Concessions, brevets et droits similaires	1 159 761	293 295	-	1 453 056
Fonds commercial	24 514 606	-	-	24 514 606
Autres immobilisations incorporelles	785 000	-	-	785 000
Immobilisations incorp. en cours, avances et acomptes	132 393	150 540	282 933	-
Immobilisations corporelles	4 763 925	121 896	-	4 885 821
Terrains	53 255	-	-	53 255
Constructions	1 290 933	-	-	1 290 933
Autres immobilisations corporelles :				
- Installations générales, agencements, aménagements divers	1 897 620	36 023	-	1 933 643
- Matériel de transport	143 019	8 575	-	151 594
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 379 098	77 298	-	1 456 396
Immobilisations financières	17 086 700	6 793	37 022	17 056 471
Participations	16 780 700	-	-	16 780 700
Prêts et autres immobilisations financières	306 000	6 793	37 022	275 771
<b>Total général</b>	<b>48 442 385</b>	<b>572 524</b>	<b>319 955</b>	<b>48 694 954</b>

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

La ventilation des augmentations et diminutions des postes d'immobilisations est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En €	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	443 835	277 199	-	166 636	-	-
Concessions, brevets et droits similaires	293 295	277 199	-	16 096	-	-
Immobilisations incorp. en cours, avances et acomptes	150 540	-	-	150 540	-	-
Immobilisations corporelles	121 896	-	-	121 896	-	-
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations générales, agencements, aménagements divers	36 023	-	-	36 023	-	-
- Matériel de transport	8 575	-	-	8 575	-	-
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 298	-	-	77 298	-	-
Immobilisations financières	6 793	-	-	6 793	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	6 793	-	-	6 793	-	-
<b>Total</b>	<b>572 524</b>	<b>277 199</b>	<b>-</b>	<b>295 325</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
En €	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	282 933	277 199	-	-	-	5 734
Immobilisations incorp. en cours, avances et acomptes	282 933	277 199	-	-	-	5 734
Immobilisations financières	37 022	-	37 022	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	37 022	-	37 022	-	-	-
<b>Total</b>	<b>319 955</b>	<b>277 199</b>	<b>37 022</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 734</b>

Les amortissements et les dépréciations sur les immobilisations ainsi que les dotations et reprises sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

En €	Taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles			1 496 356	2 059 837	-	3 556 193
Concessions, brevets et droits similaires	10%	Linéaire	680 906	159 837	-	840 743
Fonds commercial	-	-	30 450	1 900 000	-	1 930 450
Autres immobilisations incorporelles	15%	Linéaire	785 000	-	-	785 000
Immobilisations incorp. en cours, avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles			2 044 410	301 356	-	2 345 766
Constructions	2,5% - 3,33%	Linéaire	947	38 496	-	39 443
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations générales, agencements, aménagements divers	10% - 20%	Linéaire	1 100 532	97 699	-	1 198 231
- Matériel de transport	25%	Linéaire	143 019	1 950	-	144 969
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	20% - 50%	Linéaire	799 913	163 211	-	963 124
Immobilisations financières			1 120 000	-	-	1 120 000
Participations	-	-	1 120 000	-	-	1 120 000
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
<b>Total général</b>			<b>4 660 766</b>	<b>2 361 193</b>	<b>-</b>	<b>7 021 959</b>

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

## 2.1 Fonds commerciaux

Les immobilisations incorporelles reprises dans les tableaux en 2. ci-dessus comprennent les fonds commerciaux. Les fonds commerciaux inscrits à l'actif du bilan au 31 décembre 2025 ont tous été regroupés sous le même groupe d'actifs.

En €	Valeur brute	Amortissements	Dépréciation (cumul)	Valeur nette
FONDS COMMERCIAUX FRANCE	24 514 606	-	-1 930 450	22 584 156
CLIENTELE	785 000	-785 000	-	-
<b>Total général</b>	<b>25 299 606</b>	<b>-785 000</b>	<b>-1 930 450</b>	<b>22 584 156</b>

## 2.2 Dépréciations

Les dépréciations se composent de la manière suivante :

En €	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
FONDS COMMERCIAUX	30 450	1 900 000	-	1 930 450
<b>Immobilisations financières</b>				
TITRES DE PARTICIPATION	1 120 000	-	-	1 120 000
<b>Créances</b>				
CREANCES CLIENTS	603 961	39 611	-53 274	590 298
VMP	30 875	-	-30 875	-
<b>Total général</b>	<b>1 785 286</b>	<b>1 939 611</b>	<b>-84 149</b>	<b>3 640 748</b>

## 2.3 Titres de participation

Les titres de participation se composent de la manière suivante :

En €	31/12/2025 (Brut)	Dépréciations	31/12/2025 (net)
DLSI GmbH	50 000	-	50 000
DLSI Luxembourg S.A.	3 952 500	-1 120 000	2 832 500
PEMSA S.A.	3 456 393	-	3 456 393
COALYS	40 000	-	40 000
TERCIO	100 000	-	100 000
ML INTERIM & PRESTIM	9 181 807	-	9 181 807
<b>Total général</b>	<b>16 780 700</b>	<b>-1 120 000</b>	<b>15 660 700</b>

Au titre de l'exercice clôturant au 31 décembre 2025, aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée.

Les chiffres clés des participations sont les suivants :

En € (Excepté % de détention)	SA DLSI Luxembourg (100 %) Luxembourg	DLSI GmbH (100 %) Allemagne	PEMSA SA (88,90 %) Suisse	TERCIO (100 %) France	ML INTERIM (100%) France	PRESTIM (100%) France
Capital	300 000	50 000	107 404	100 000	32 000	100 000
Réserves et report à nouveau	2 649 764	-41 044	4 802 128	-108 457	2 698 916	2 009 975
Situation comptable nette	2 949 764	-44 635	5 138 368	53 928	2 730 916	2 109 975
Quote-part de capital détenu	100	100	88,9	100	100	100
Avances consenties	-	492 887	2 079 796	2 741 422	-	-
Avances reçues	577 683	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-	-	-
Engagements reçus	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires HT	2 475 857	1 555 787	91 507 952	4 359 033	10 613 745	7 932 169
Résultats	- 134 747	-53 591	-336 241	-1 162 144	510 886	67 983
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-

Taux de change retenu pour l'évaluation en euros de PEMSA SA au bilan est de : 1,07404002 € = 1 CHF  
Taux de change retenu pour l'évaluation en euros de PEMSA SA au résultat est de : 1,06721963 € = 1 CHF

### 3. ECHEANCIER DES CREANCES ET DES DETTES

L'échéancier des créances est donné par le tableau ci-dessous :

En €	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Prêts	20 765	20 765	-
Autres immobilisations financières	255 005	-	255 005
Clients douteux ou litigieux	798 425	798 425	-
Autres créances clients	17 987 980	17 987 980	-
Personnel et comptes rattachés	11 213	11 213	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	701 979	701 979	-
Etat et autres collectivités publiques	935 977	935 977	-
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	634 654	634 654	-
<i>TVA</i>	294 823	294 823	-
<i>Autres impôts</i>	-	-	-
<i>Divers</i>	6 500	6 500	-
Groupes et associés	5 463 777	5 463 777	-
Débiteurs divers	37 228	37 228	-
Charges constatées d'avance	548 610	548 610	-
<b>Total général</b>	<b>26 760 959</b>	<b>26 505 954</b>	<b>255 005</b>
Remboursements obtenus en cours d'exercice	12 076	-	-

L'échéancier des dettes est donné par le tableau ci-dessous :

En €	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes aux établissements de crédit	4 575 918	1 195 518	3 380 400
Emprunts et dettes financières divers	749 133	749 133	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 033 252	1 033 252	-
Personnel et comptes rattachés	8 805 335	8 805 335	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 551 609	4 551 609	-
Etat et autres collectivités publiques	6 077 971	6 077 971	-
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	-	-	-
<i>TVA</i>	5 033 678	5 033 678	-
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	1 044 293	1 044 293	-
Groupe et associés	577 683	577 683	-
Autres dettes	820 489	820 489	-
<b>Total général</b>	<b>27 191 390</b>	<b>23 810 990</b>	<b>3 380 400</b>

#### 4. CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les créances clients se composent de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
Créances clients et comptes rattachés	17 987 980	20 477 757
Clients douteux ou litigieux	798 425	882 047
Dépréciation créances clients	-590 298	-603 961
<b>Total général</b>	<b>18 196 106</b>	<b>20 755 842</b>

Au 31 décembre 2025, le solde des créances transmises avec recours au factor dans le cadre du contrat d'affacturage et non encore réglées par les clients s'élève à 10 043 K€.

Les autres créances se composent de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
Compte courant groupe	5 463 777	6 723 015
Créances fiscales	935 977	1 034 518
Créances sociales	701 979	944 979
Personnels et comptes rattachés	11 213	14 680
Débiteurs divers	37 228	145 696
<b>Total général</b>	<b>7 150 173</b>	<b>8 862 888</b>

#### 5. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les disponibilités et les valeurs mobilières de placement (VMP) se décomposent de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
Disponibilités	5 615 672	2 406 581
VMP	6 167 451	8 167 451
Dépréciation sur VMP	-	-30 875
<b>Total général</b>	<b>11 783 123</b>	<b>10 543 157</b>

Les Valeurs Mobilières de Placements sont constituées des éléments suivants :

- Comptes à terme pour 6 125 K€ dont 125 K€ relatifs à une garantie financière
- Des valeurs en dépôt d'un montant de 42 K€.

Les disponibilités, sont également constituées d'un montant de 2 575 K€, représentant une mobilisation de créances qui est garantie par le poste clients pour un montant de créances de 20 034 K€.

## 6. COMPTES DE REGULARISATION

### 6.1 Charges à payer

Les charges à payer se décomposent de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs - Factures non parvenues	440 840	368 109
Intérêts courus	259 300	244 798
Dettes fiscales et sociales	8 102 884	8 208 485
<b>Total général</b>	<b>8 803 024</b>	<b>8 821 392</b>

Les intérêts courus des comptes courants avec les sociétés du Groupe ont fait l'objet d'une facturation au 31/12/2025 et ont été rémunérés sur la base de 4,55 % l'an (taux d'intérêt fiscalement déductible en date de clôture) pour toutes les sociétés du Groupe à l'exception de la Suisse où les comptes courants ont été rémunérés sur la base de 4,50% jusqu'à 1 million de CHF puis 3% au-delà.

### 6.2 Produits à recevoir

Les produits à recevoir se décomposent de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts courus à recevoir	65 675	201 697
Créances fiscales et sociales	687 561	921 433
Produits à recevoir divers	23 105	23 105
<b>Total général</b>	<b>776 341</b>	<b>1 146 235</b>

Les intérêts courus des comptes courants avec les sociétés du Groupe ont fait l'objet d'une facturation au 31/12/2025 et ont été rémunérés sur la base de 4,55 % l'an (taux d'intérêt fiscalement déductible en date de clôture) pour toutes les sociétés du Groupe à l'exception de la Suisse où les comptes courants ont été rémunérés sur la base de 4,50% jusqu'à 1 million de CHF puis 3% au-delà.

## 7. CAPITAUX PROPRES

### 7.1 Composition du capital social

Le capital social s'élève à 5 082 980 €. Il est composé de 2 541 490 actions, émises et entièrement libérées, d'une valeur nominale de 2 €. Chaque action confère un droit de vote simple excepté les actions détenues pendant une durée supérieure à 3 ans par un même actionnaire, celles-ci conférant alors un droit de vote double sous réserve de demande expresse de l'actionnaire.

## 7.2 Tableau de variation des capitaux propres

Les capitaux propres ont évolué de la manière suivante au cours de l'exercice :

En € (Excepté nbre de titres)	Nbre Actions	Capital	Réserves	Primes d'émission	Provision réglementées	Résultat exercice	Capitaux propres	Dividendes versés
Capitaux propres au 31/12/2024	2 541 490	5 082 980	41 639 844	3 889 945	183 077	1 464 902	52 260 750	-
Affectation résultat 2024	-	-	448 306	-	-	-1 464 902	-1 016 596	1 016 596
Résultat exercice 2025	-	-	-	-	54 352	-741 157	-686 805	-
<b>Capitaux propres au 31/12/2025</b>	<b>2 541 490</b>	<b>5 082 980</b>	<b>42 088 151</b>	<b>3 889 945</b>	<b>237 429</b>	<b>-741 157</b>	<b>50 557 348</b>	<b>1 016 596</b>

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables.

## 8. ETAT DES PROVISIONS

Ces informations sont données par les tableaux ci-dessous :

En €	Montant début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	183 077	54 352	-	237 429
Total provisions réglementées	183 077	54 352	-	237 429
Provisions pour risques et charges	1 376 532	352 197	114 416	1 614 313
Total provisions pour risques et charges	1 376 532	352 197	114 416	1 614 313
Provision pour dépréciation sur autres immobilisations financières	1 120 000	-	-	1 120 000
Provision pour dépréciation sur fonds commercial	-	1 900 000	-	1 900 000
Provision pour dépréciation sur comptes clients	603 961	39 611	53 274	590 298
Autres provisions pour dépréciation	30 875	-	30 875	-
Total provisions pour dépréciation	1 754 836	1 939 611	84 149	3 610 298
<b>Total général</b>	<b>3 314 445</b>	<b>2 346 160</b>	<b>198 565</b>	<b>5 462 040</b>
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		391 808	167 690	
Financières		1 900 000	30 875	
Exceptionnel		54 352	-	

Les provisions pour risques et charges présentées dans le tableau ci-dessus se décomposent de la manière suivante :

Nature des provisions (en €)	Ouverture	Dotations	Reprises		Clôture
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques et charges	213 844	125 820	100 000	14 416	225 248
Provisions pour pensions	1 162 687	226 377	-	-	1 389 065
<b>Total général</b>	<b>1 376 532</b>	<b>352 197</b>	<b>100 000</b>	<b>14 416</b>	<b>1 614 313</b>

Les paramètres retenus pour le calcul de la provision liée à l'indemnité de départ à la retraite sont les suivants :

En €	2025	2024
Age de départ	65 ans	65 ans
Turn-over	5% Décroissant	5% Décroissant
Taux d'augmentation	1,50 %	1,50 %
Taux d'actualisation	4,00%	3,65%
Charges sociales	40 %	40 %
Tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes	INSEE 2018-2020	TH002 et TF0002

## 9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES

Les emprunts et dettes financières diverses se décomposent de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts auprès d'établissements de crédit	4 575 918	6 108 469
Emprunts et dettes financières diverses y compris comptes courants Groupe	1 326 815	1 223 250
<b>Total général</b>	<b>5 902 733</b>	<b>7 331 719</b>

Les emprunts et dettes financières diverses sont essentiellement liés aux emprunts contractés dans le cadre de l'acquisition de PRESTIM et ML INTERIM (3 282 K€) en 2024, d'un emprunt contracté dans le cadre du financement du rachat du siège social en 2024 (1 288 K€), des dettes envers des entreprises liées (578 K€) et des dettes sur la participation des salariés aux résultats (749 K€).

## 10. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se répartit de la manière suivante :

En €	31/12/2025	31/12/2024
France	95 587 122	102 214 018
Union Européenne	1 364 892	1 124 908
<b>Total général</b>	<b>96 952 014</b>	<b>103 338 926</b>

## 11. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel se compose uniquement de la charge relative à l'amortissement dérogatoire pour 54 K€.

## 12. SITUATION FISCALE

La variation des impôts latents peut être analysée de la manière suivante :

En €	01/01/2025		Variation		31/12/2025	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Charges non déductibles temporairement</b>						
A déduire l'année suivante :						
Participation des salariés	-	-	-	-	-	-
C3S	141 574	-	129 025	141 574	129 025	-
Provision pour perte de change	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion actif	-	-	-	-	-	-
Provision sur titres	-	-	-	-	-	-
Déficits fiscaux reportables	-	-	-	-	-	-
A déduire ultérieurement :						
Provision IFC	1 162 688	-	226 377	-	1 389 065	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total Général	1 304 262	-	355 402	141 574	1 518 090	-
Impôt correspondant (taux 25%)					379 523	
<b>CREDIT IMPÔT FUTUR</b>					<b>379 523</b>	

## 13. EFFECTIFS

Au 31/12/2025, la société emploie 1 765 personnes (majoritairement des salariés intérimaires, CDD, CDI ou autre), dont 149 permanents.

	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	49	49
Agents de maîtrise	-	-
Employés	100	98
Ouvriers	-	-
<b>Effectif moyen interne</b>	<b>149</b>	<b>147</b>
Intérimaires	1 616	1 800
<b>Effectif moyen intérimaire</b>	<b>1 616</b>	<b>1 800</b>
<b>Effectif moyen total</b>	<b>1 765</b>	<b>1 947</b>

#### 14. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Au titre des exercices clos le 31 décembre 2025, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

Prénom / Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régime comp. De retraite	TOTAL
Thierry DOUDOT	Président du directoire	319 470	-	-	7 983	-	327 453
Raymond BIRCHEN	Membre du directoire	92 487	-	-	8 703	-	101 190
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	-	-	20 000	-	-	20 000
Anne-Marie ROHR	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 23/01/2025)	179 345	-	10 000	5 818	-	195 163
Anne DOUDOT	Membre du Conseil de surveillance (démission au 17/12/2025)	-	-	10 000	-	-	10 000
Véronique LUTZ	Membre du Conseil de surveillance (démission au 31/01/2025)	-	-	-	-	-	-
Xavière JACQUIN	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 17/12/2025)	-	-	-	-	-	-
Jean-Guillaume ROYER	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 17/12/2025)	9 350	-	-	330	-	9 680
Patrick GLEBOCKY	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 17/12/2025)	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>		<b>600 652</b>	<b>-</b>	<b>40 000</b>	<b>22 834</b>	<b>-</b>	<b>663 486</b>

#### 15. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET HORS BILAN

Au 31 décembre 2025, il existe une convention de garantie entre les sociétés DLSI SA et GRP suite à l'acquisition de 100% des parts de PRESTIM et ML INTERIM par DLSI SA à GRP le 4 janvier 2024.

Cette garantie d'actifs et de passifs d'une durée de 3 ans et 1 mois s'élève à 1 000 K€ et pour en assurer le bon règlement, elle est accompagnée d'une garantie bancaire à première demande pour un montant initialement de 600 K€ qui été réduite à hauteur de 250 K€ jusqu'au 4 février 2027.

DLSI SA dispose également d'une garantie financière délivrée annuellement par le garant pour chacun des établissements de l'entreprise de travail temporaire conformément aux dispositions de l'article R.1251-14 du Code de Travail. Cette garantie est délivrée par BNP PARIBAS pour un montant de 8 097 800,16 €.

Dettes garantie par des sûretés réelles :

En €	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Dettes auprès d'un établissement de crédit	1 287 635	1 400 000
<b>Total général</b>	<b>1 287 635</b>	<b>1 400 000</b>

#### 16. INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Les opérations et les transactions réalisées entre DLSI et les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

## 17. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice se répartissent de la manière suivante :

En €	EY	Account Audit
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	78 930	52 370
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-
<b>Total général</b>	<b>78 930</b>	<b>52 370</b>

## 18. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

### Contexte géopolitique et macroéconomique

Depuis la clôture de l'exercice, le contexte géopolitique demeure particulièrement instable, avec la poursuite des tensions en Ukraine et au Proche-Orient. Ces événements sont susceptibles d'influencer l'environnement économique global, notamment par des impacts indirects sur les prix de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et les marchés financiers. À ce jour, les conséquences précises sur l'activité et les résultats du Groupe ne peuvent être déterminées de manière fiable, mais font l'objet d'un suivi attentif de la part de la direction.

### Évolution de l'inflation

Les niveaux d'inflation au sein de la zone euro se sont progressivement normalisés et évoluent désormais dans une zone considérée comme maîtrisée par les autorités monétaires, après plusieurs exercices marqués par une forte volatilité. Cette évolution traduit un retour vers un environnement macroéconomique plus stable, bien que certaines composantes, notamment les services, continuent de contribuer de manière notable à la hausse des prix.

Malgré cette normalisation, un risque inflationniste significatif demeure, en raison de pressions persistantes dans certains secteurs de l'économie et de la sensibilité continue aux variations des coûts de l'énergie et des approvisionnements. Dans ce contexte, la direction reste attentive à l'évolution des conditions macroéconomiques et adapte en permanence sa politique de gestion pour en atténuer les éventuels impacts.



## 19. COMPTES 2024 ARRETES ET PUBLIES

### A. BILAN

## COMPTES SOCIAUX DE DLSI SA AU 31 DECEMBRE 2024

BILAN ACTIF EN €				
	Brut	Amort. & prov.	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de développement	-	-	-	-
Concessions, brevets et droits similaires	1 159 760	680 905	478 855	295 352
Fonds commercial	24 514 606	30 450	24 484 156	24 484 156
Autres immobilisations incorporelles	785 000	785 000	-	60 000
Avances et acomptes sur imm. incorporelles	-	-	-	10 000
Terrains	53 255	-	53 255	-
Constructions	1 290 933	946	1 289 986	-
Inst. techniques, mat. & outillage industriel	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	3 419 737	2 043 464	1 376 272	598 838
Immobilisations en cours	132 392	-	132 392	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Participations évaluées	-	-	-	-
Autres participations	16 780 700	1 120 000	15 660 700	7 038 893
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	32 841	-	32 841	45 984
Autres immobilisations financières	273 158	-	273 158	289 488
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>48 442 385</b>	<b>4 660 766</b>	<b>43 781 619</b>	<b>32 822 713</b>
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commande	11 506	-	11 506	3 481
Clients et comptes rattachés	21 359 803	603 961	20 755 842	24 156 356
Autres créances	8 862 887	-	8 862 887	7 032 199
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
VMP (dont actions propres)	8 167 451	30 875	8 136 576	8 135 721
Disponibilités	2 406 581	-	2 406 581	9 535 454
Charges constatées d'avance	352 382	-	352 382	404 352
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>41 160 612</b>	<b>634 836</b>	<b>40 525 776</b>	<b>49 267 565</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
Ecart de conversion actif	-	-	-	-
<b>Total de l'actif</b>	<b>89 602 998</b>	<b>5 295 603</b>	<b>84 307 395</b>	<b>82 090 279</b>

BILAN PASSIF EN €		
	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé 5 082 980)	5 082 980	5 082 980
Primes d'émission de fusion, d'apport, ...	3 889 945	3 889 945
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)	-	-
Réserve légale	508 298	508 298
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées (dont réserve spéciale / provision pour fluctuation des cours)	-	-
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvre art. vivants)	41 131 546	38 659 367
Report à nouveau	-	-
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 464 902</b>	<b>3 488 774</b>
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	183 077	129 171
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>52 260 750</b>	<b>51 758 537</b>
Produits des émissions de titres participatifs	-	-
Avances conditionnées	-	-
<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions pour risques	213 844	159 365
Provisions pour charges	1 162 687	1 214 149
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>1 376 532</b>	<b>1 373 514</b>
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 108 468	2 796
Emprunts et dettes financières divers	1 223 250	3 891 562
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 248 804	919 459
Dettes fiscales et sociales	21 082 112	22 944 199
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	1 007 476	1 200 208
Produits constatés d'avance	-	-
<b>Total des dettes</b>	<b>30 670 112</b>	<b>28 958 227</b>
Ecart de conversion passif	-	-
<b>Total du passif</b>	<b>84 307 395</b>	<b>82 090 279</b>

## B. COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE en €

	31/12/2024			31/12/2023
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	-	-	-	-
Production vendue de biens	-	-	-	-
Production vendue de services	102 214 018	1 124 908	103 338 926	112 691 983
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>102 214 018</b>	<b>1 124 908</b>	<b>103 338 926</b>	<b>112 691 983</b>
Production stockée			-	-
Production immobilisée			-	-
Subventions d'exploitation			49 485	72 500
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			3 496 652	2 894 422
Autres produits			67	727
<b>Total des produits d'exploitation</b>			<b>106 885 130</b>	<b>115 659 633</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			391 564	227 080
Variation de stocks (marchandises)			-	-
Achats de matières premières et autres approv. (y compris droits de douane)			-	-
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-	-
Autres achats et charges externes			7 297 164	6 556 676
Impôts, taxes et versements assimilés			2 893 020	3 134 082
Salaires et traitements			73 650 652	78 879 557
Charges sociales			18 991 715	19 936 985
Sur immobilisations :	Dotations aux amortissements		256 146	157 795
	Dotations aux provisions		-	-
Sur actif circulant :	Dotations aux provisions		130 880	36 222
Pour risques et charges :	Dotations aux provisions		201 117	511 810
Autres charges			650 498	509 742
<b>Total des charges d'exploitation</b>			<b>104 462 756</b>	<b>109 949 953</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>			<b>2 422 374</b>	<b>5 709 679</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée			-	-
Perte supportée ou bénéfice transféré			-	-
Produits financiers de participations			617 707	518 877
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			-	-
Autres intérêts et produits assimilés			-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges			855	-
Différences positives de change			-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			-	-
<b>Total des produits financiers</b>			<b>618 562</b>	<b>518 877</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			560 000	564 275
Intérêts et charges assimilées			521 041	337 872
Différences négatives de change			-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			-	-
<b>Total des charges financières</b>			<b>1 081 041</b>	<b>902 147</b>
<b>Résultat financier</b>			<b>(462 479)</b>	<b>(383 270)</b>
<b>Résultat courant avant impôts</b>			<b>1 959 896</b>	<b>5 326 409</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			60 238	258 475
Produits exceptionnels sur opérations en capital			3 000	500
Reprises sur provisions et transferts de charges			-	-
<b>Total des produits exceptionnels</b>			<b>63 238</b>	<b>258 975</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			24 906	24 047
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			113 906	90 000
<b>Total des charges exceptionnelles</b>			<b>138 813</b>	<b>114 047</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>			<b>(75 575)</b>	<b>144 927</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			-	600 879
Impôts sur les sociétés			419 418	1 381 683
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>			<b>107 566 930</b>	<b>116 437 485</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>106 102 027</b>	<b>112 948 710</b>
<b>Bénéfice ou perte</b>			<b>1 464 902</b>	<b>3 488 774</b>